

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27276]

12 DECEMBRE 2014. — Décret modifiant le décret du 12 avril 2011 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité en vue d'organiser le financement externe des certificats verts via un intermédiaire (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 12 avril 2001 relatif à l'organisation du marché régional de l'électricité, les 59° et 60°, insérés par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, sont remplacés par ce qui suit :

« 59° « Code NACE » : code au sens de la Nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne ;

60° « Code NACE primaire » : Code NACE au sens du présent décret ayant trait à l'activité principale de la personne concernée, indépendamment de sa forme juridique. ».

Art. 2. Dans l'article 34, 4°, du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° le point *d*), modifié par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, est remplacé par ce qui suit :

« *d*) pour le gestionnaire de réseau de transport local, octroyer l'aide à la production d'électricité verte, sous la forme d'une obligation d'achat de certificats verts, à un prix fixé par le Gouvernement; »;

2° les points *e*) et *f*), insérés par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, sont remplacés par ce qui suit :

« *e*) pour le gestionnaire de réseau de transport local, couvrir les charges financières et les frais administratifs associés, résultant de l'application de l'article 42 pour mettre en réserve des certificats verts, selon les modalités visées à l'article 42, § 9, et agir, à la demande des personnes chargées de la mission visée à l'article 42, § 1^{er}, dans la gestion effective des certificats verts mis en réserve, dans le respect des conditions visées à l'article 42;

f) pour le gestionnaire de réseau de transport local, couvrir les coûts du rachat des certificats verts que les personnes chargées de la mission visée à l'article 42, § 1^{er}, ne parviendraient pas à revendre sur le marché des certificats verts, en vue de leur suppression de la banque de données tenue par la CWaPE. ».

Art. 3. Dans l'article 40 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « en son nom et pour son compte, ainsi qu'au nom et pour le compte des personnes désignées dans le cadre de la mise en réserve organisée par l'article 42 », insérés par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, sont supprimés;

2° l'alinéa 2 du même article, modifié pour la dernière fois par le décret du 11 décembre 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Les certificats verts acquis par le gestionnaire du réseau de transport local en exécution de cette obligation d'achat sont soit supprimés de la banque de données tenue par la CWaPE, soit mis en réserve conformément à l'article 42. En cas de mise en réserve, la poursuite de l'exécution de la convention conclue conformément à l'article 42, § 3, et la reprise des droits et obligations qui découlent de cette convention sont une obligation de service public assurée en tout temps par la personne désignée conformément à l'article 4 en qualité de gestionnaire du réseau de transport local chargé de l'obligation de service public visée à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 4. L'article 42 du même décret, rétabli par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42. § 1^{er}. Dans le cadre de l'obligation de service public qui lui incombe en vertu des articles 34, 4°, *d*), et 40, le gestionnaire du réseau de transport local peut confier à une ou plusieurs personnes agréées conformément au § 3, alinéa 1^{er}, une ou des missions portant sur l'acquisition de certificats verts au prix fixé par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, et sur la mise en réserve des certificats verts ainsi acquis. Cette acquisition en vue de la mise en réserve porte exclusivement sur des certificats verts acquis par le gestionnaire du réseau de transport local depuis le 1^{er} janvier 2014 en exécution de son obligation de service public visée aux articles 34, 4°, *d*) et 40, et non encore supprimés de la banque de données par la CWaPE.

§ 2. Trimestriellement, le gestionnaire du réseau de transport local établit une prévision indicative sur six mois de la quantité de certificats verts émanant des producteurs d'électricité verte, et la communique au Gouvernement, à la CWaPE et à la CREG, en mentionnant, le cas échéant, le volume indicatif de certificats verts à acquérir au cours dudit semestre par les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}.

A la clôture de chaque trimestre, le gestionnaire du réseau de transport local informe la CWaPE et la CREG de la position nette de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, réellement enregistrée à son bilan. Cette position résulte de la différence entre d'une part, les montants comptabilisés en recettes générées par l'application de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, et d'autre part, les dépenses occasionnées par l'achat des certificats verts visés au § 1^{er}, alinéa 2, en ce compris les charges visées au § 9.

Sur cette base, le gestionnaire du réseau de transport local propose à la CWaPE le volume de certificats verts à acquérir auprès de lui par les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, et étant de nature à lisser l'impact des certificats verts visés au § 1^{er}, sur la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, et en informe les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}.

A la clôture de chaque mois, sur la base de la proposition du gestionnaire du réseau de transport local et du volume de certificats verts détenus par celui-ci et qui n'ont pas encore été supprimés dans la banque de données de la CWaPE, la CWaPE valide le nombre de certificats verts pouvant faire l'objet d'une mise en réserve. La CWaPE en informe le gestionnaire du réseau de transport local et les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}.

Les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} et avec lesquelles une convention a été conclue conformément au § 3, ont, selon les termes et aux conditions de cette convention, et dans les limites de cette convention et de l'agrément visé à ce § 3, l'obligation d'acheter et de mettre en réserve le nombre de certificats verts ainsi validé par la CWaPE et offert par le gestionnaire du réseau de transport local.

§ 3. La mission visée au § 1^{er} ne peut être confiée par le gestionnaire du réseau de transport local qu'à une personne morale agréée à cette fin par le Gouvernement wallon. Pour être agréée, cette personne doit être détenue entièrement et contrôlée par des personnes morales de droit public et avoir un objet social compatible avec ladite mission.

Pour l'exécution de cette mission, la personne morale achète les certificats verts au gestionnaire du réseau de transport local.

Ladite personne morale donne mandat au gestionnaire du réseau de transport local, qui exerce ce mandat dans le cadre de son obligation de service public, pour procéder :

- à l'inscription des certificats verts sur les comptes ouverts par ladite personne morale auprès de la CWaPE;
- au reporting prévu au § 7;
- le cas échéant, à leur revente sur le marché des certificats verts conformément au § 6, 1^o.

Il est établi une convention entre chaque personne ayant reçu la mission visée au § 1^{er} et le gestionnaire du réseau de transport local, laquelle sera préalablement communiquée au Gouvernement, à la CWaPE et à la CREG.

§ 4. La durée d'une mise en réserve est de maximum dix ans. Pour chaque ensemble de certificats verts mis en réserve simultanément, la date unique de début de la mise en réserve est déterminée par la CWaPE et enregistrée dans sa banque de données. Cette date vaut comme date de transfert de propriété pour chaque certificat vert de l'ensemble considéré.

La durée de validité d'un certificat vert faisant l'objet d'une mise en réserve est automatiquement et de plein droit prorogée de toute la durée de cette mise en réserve.

§ 5. Le gestionnaire du réseau de transport local tient, au nom et pour compte des personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, un registre spécifique des demandes et des volumes permettant d'avoir une vue d'ensemble des certificats verts mis en réserve.

Les personnes chargées de la mission visée au § 1^{er} ouvrent respectivement au moins un compte auprès de la CWaPE, sur lequel sont transférés les certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve. Ces certificats verts restent sur ce compte pendant toute la durée de la mise en réserve. Les certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve ne peuvent être gagés qu'au profit des créanciers des personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, afin de garantir le remboursement des fonds empruntés par ces personnes en vue d'acquérir les certificats verts, ainsi que les intérêts et frais y afférents.

Chaque personne chargée de la mission visée au § 1^{er} tient une comptabilité analytique séparée relative à cette dernière.

Chaque personne chargée de la mission visée au § 1^{er}, ainsi que le gestionnaire du réseau de transport local communiquent trimestriellement à la CWaPE un rapport sur l'état de sa comptabilité analytique relative à ladite mission. Dès réception, la CWaPE traite les données comptables transmises. La CWaPE communique, à son tour, dans le mois de la réception des données comptables, un rapport de synthèse au Ministre. Le Ministre transmet, au plus tard dans les deux jours de sa réception, le rapport de synthèse au Gouvernement.

§ 6. A partir du 1^{er} janvier 2016, les certificats verts mis en réserve conformément aux §§ 1^{er} à 4 sont mis en vente selon les modalités suivantes :

1^o pour autant que le prix du marché soit au moins égal à leur prix d'acquisition, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}, les certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve sont vendus directement sur le marché des certificats verts, selon les modalités fixées semestriellement en concertation avec la CWaPE et dans le respect de la convention visée au § 3, alinéa 3;

2^o au cours des douze mois avant le terme de leur période de mise en réserve, les certificats verts n'ayant pu être écoulés sur le marché en application du 1^o sont achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, à titre d'obligation de service public, au prix auquel ils ont été acquis par les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, correspondant au prix fixé, au moment de leur acquisition, par le Gouvernement pour l'obligation d'achat visée à l'article 40, alinéa 1^{er}. Le gestionnaire du réseau de transport local couvre en tous cas les coûts de ce rachat conformément à l'article 34, 4^o, f). Toutefois, si les moyens dont le gestionnaire de réseau de transport local dispose en vertu de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}, sont insuffisants pour couvrir l'acquisition des certificats verts mis en réserve (en plus de l'acquisition des certificats verts auprès des producteurs conformément à l'obligation de service public qui lui incombe en vertu des articles 34, 4^o, d) et 40), il peut, moyennant la conclusion d'une nouvelle convention avec une personne morale agréée en vertu du § 3, procéder à une nouvelle opération de mise en réserve de certificats verts, conformément au présent article, à due concurrence de la valeur d'acquisition des certificats verts pour lesquels la surcharge s'est révélée insuffisante.

§ 7. Pendant toute la durée de la mise en réserve, la procédure suivante est d'application :

1^o à la clôture de chaque trimestre, les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} communiquent à la CWaPE et au gestionnaire du réseau de transport local l'inventaire des certificats verts qu'elles détiennent, en les classant par date de validité;

2^o semestriellement, les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} proposent, après concertation avec la CWaPE, à la vente sur le marché les certificats verts qu'elles détiennent dans les conditions fixées au § 6, 1^o;

3^o deux ans avant l'expiration de la période de mise en réserve ainsi qu'un an avant cette date, les personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er} informent le Gouvernement, la CWaPE, la CREG et le gestionnaire du réseau de transport local du volume de certificats verts en sa possession;

4^o au cours des douze mois avant le terme de leur période de mise en réserve, les certificats verts encore en possession de la personne ayant reçu la mission visée au § 1^{er} sont, en dernier ressort, achetés par le gestionnaire du réseau de transport local, au titre de son obligation de service public, dans le respect des conditions fixées au § 6, 2^o et selon les modalités fixées dans la convention visée au § 3;

5^o les certificats verts rachetés par le gestionnaire du réseau de transport local après leur mise en réserve, en vertu du § 6, 2^o sont supprimés de la banque de données par la CWaPE, sauf en cas de nouvelle mise en réserve conformément à ce § 6, 2^o.

§ 8. En aucun cas, la vente des certificats verts faisant l'objet de la mise en réserve visée au paragraphe 6 et réalisée en concertation avec la CWaPE, ou suite à une éventuelle réalisation des sûretés grevant les certificats mis en réserve, ne peut avoir pour effet un abus du marché des certificats verts au sens de la réglementation européenne applicable.

§ 9. Les charges financières et administratives résultant de l'exécution de la mission visée au § 1^{er} sont imputées aux bénéficiaires des exonérations partielles conformément à l'article 42bis, au prorata des quantités d'énergie exonérées. Au terme de la période durant laquelle l'exonération partielle visée à l'article 42bis, § 5, du premier terme de la surcharge est d'application, les charges financières et administratives résultant de l'exécution de la mission visée au paragraphe 1^{er} sont facturées de la même manière que le premier terme de la surcharge conformément à l'article 42bis, § 2.

Trimestriellement, le gestionnaire de réseau de transport local verse aux personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, les montants visés à l'alinéa 1^{er} correspondant au trimestre qui précède.

Si, au 31 décembre de chaque année, des plus-values résultant de la vente sur le marché des certificats verts mis en réserve et des bénéfices résultant de placements du produit de ces ventes sont réalisés dans le chef des personnes ayant reçu la mission visée au § 1^{er}, ces plus-values seront affectées par le gestionnaire du réseau de transport local et les personnes visées au § 3, alinéa 1^{er}, à la couverture du premier terme de la surcharge visée à l'article 42bis, § 1^{er}.

§ 10. Le respect du présent article vaut exécution des obligations du gestionnaire du réseau de transport local à l'égard des producteurs et des clients finaux. ».

Art. 5. L'article 42bis du même décret, inséré par le décret du 11 décembre 2013 contenant le deuxième feuillet d'ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2013, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 42bis § 1^{er}. L'ensemble des coûts induits par les obligations de service public supportées par le gestionnaire de réseau de transport local conformément aux articles 34, 4^o, d), e) et f) et 40, sont couverts par une surcharge, due par les clients finaux raccordés à un niveau de tension inférieur ou égal à 70 kV, sur chaque kWh qu'ils prélèvent du réseau pour leur usage propre.

Cette surcharge comporte un premier terme destiné à couvrir les coûts relatifs aux obligations de service public visées à l'article 34, 4^o, d) et f), et un second terme destiné à couvrir les coûts relatifs à l'obligation de service public visée à l'article 34, 4^o, e).

§ 2. Le gestionnaire du réseau de transport local facture le premier terme de la surcharge visée au § 1^{er} aux détenteurs d'accès et aux gestionnaires de réseau de distribution.

Si les détenteurs d'accès et les gestionnaires de réseau de distribution ne consomment pas eux-mêmes les kWh prélevés du réseau, ils peuvent facturer cette surcharge à leurs propres clients, jusqu'au moment où cette surcharge est finalement facturée aux consommateurs finaux de ces kWh.

§ 3. Sans préjudice du § 5, le premier terme de la surcharge est appliqué à chaque kWh d'énergie nette prélevé du réseau de transport local ou du réseau de distribution par les clients finaux par point d'accès ou point d'interconnexion, y compris dans les factures d'acompte, proportionnellement au prélèvement annuel estimé et régularisé lors de la facture de régularisation.

§ 4. Lors de la facturation du premier terme de la surcharge visée au § 1^{er}, à leurs clients, les gestionnaires de réseau de distribution tiennent compte des éventuelles corrections à apporter au montant de cette surcharge, compte tenu des taux de pertes dans leur réseau de distribution, et ce, dans un objectif de neutralité financière pour ces gestionnaires de réseau.

§ 5. Pour les années 2014 à 2022, une exonération partielle du premier terme de la surcharge visée au paragraphe 1^{er} est accordée aux clients finaux suivants :

a) 85 pour cent pour les clients finaux en accord de branche quel que soit leur niveau de consommation;

b) 50 pour cent pour les clients finaux raccordés à un niveau de tension supérieur à la basse tension, qui ne sont pas engagés dans un accord de branche et ayant une activité relevant du code NACE culture et production animale (01 - sans distinction entre activités principales et complémentaires);

c) 50 pour cent pour les clients finaux qui ne sont pas engagés dans un accord de branche, raccordés à un niveau de tension supérieur à la basse tension et dont la consommation annuelle est supérieure à 1 GWh, pour autant qu'ils relèvent des codes NACE primaires suivants :

- 1° les entreprises manufacturières (10 à 33);
- 2° enseignement (85);
- 3° hôpitaux (86);
- 4° médico-social (87-88).

L'application de l'exonération partielle établie à l'alinéa 1^{er} et le niveau des pourcentages des exonérations font l'objet d'un avis par la CWaPE transmis au Gouvernement pour le 1^{er} juillet 2015, le 1^{er} juillet 2018 et le 1^{er} juillet 2020.

Pendant la période durant laquelle l'exonération partielle du premier terme de la surcharge visée à l'alinéa 1^{er} est d'application, les coûts administratifs et de financement de la mise en réserve visée à l'article 42 sont couverts par le second terme de la surcharge qui est appliqué par les intervenants facturants aux clients finaux bénéficiant de l'exonération partielle visée à l'alinéa 1^{er}, au prorata de la quantité d'énergie exonérée.

Au terme de la période durant laquelle l'exonération partielle du premier terme de la surcharge visée à l'alinéa 1^{er} est d'application, les coûts administratifs et de financement de la mise en réserve visée à l'article 42 sont facturés de la même manière que le premier terme de la surcharge visée au § 1^{er}.

Le Gouvernement peut, après avis de la CWaPE, étendre la liste des bénéficiaires de l'exonération partielle du premier terme de la surcharge à certains secteurs spécifiques en difficulté économique raccordés à la basse tension et ce quel que soit leur niveau de consommation. L'exonération partielle du premier terme de la surcharge pour ces secteurs ne peut excéder 50 pour cent. Tout arrêté pris dans ce but est censé ne jamais avoir produit d'effets s'il n'a pas été confirmé par un décret dans les douze mois de sa date d'entrée en vigueur.

§ 6. L'exonération partielle prévue au § 5 est appliquée de la façon suivante aux clients finaux pouvant en bénéficier, selon les modalités organisées au § 8 :

1° par le fournisseur, en pourcentages de la surcharge telle qu'elle leur est facturée par les gestionnaires de réseau de distribution suite au recalcul prévu au § 4, pour les clients finaux raccordés au réseau de distribution;

2° par le détenteur d'accès, en pourcentages de la surcharge, pour les clients finals raccordés au réseau de transport local;

3° par le gestionnaire de réseau de transport local, en pourcentages de la surcharge, dans le cas où le client final est son propre détenteur d'accès.

§ 7. La CWaPE établit une liste de référence des clients finals bénéficiant de l'exonération partielle de la surcharge en application du § 5, sur la base de laquelle cette exonération est accordée par les différents intervenants conformément au § 6. Cette liste est établie pour la première fois durant le mois qui suit les premiers achats de certificats verts par les personnes ayant reçu la mission visée à l'article 42, § 1^{er}, ou, à défaut, dans le mois qui suit une décision de la CREG autorisant une hausse de la surcharge de manière à permettre la couverture de l'exonération partielle prévue au § 5. Elle est ensuite actualisée trimestriellement. La liste ainsi établie et actualisée est transmise par la CWaPE aux fournisseurs, aux détenteurs d'accès et au gestionnaire du réseau de transport local et publiée sur son site internet dix jours après son établissement ou son actualisation. Pour une année donnée, la déclaration sur l'honneur n'ouvre un droit à l'exonération partielle que pour autant qu'elle ait été introduite auprès de la CWaPE et du fournisseur de la personne qui sollicite l'exonération dans les deux ans à compter de l'année écoulée.

Si un client final considère être éligible pour obtenir l'exonération partielle de la surcharge et n'est pas repris sur la liste de la CWaPE visée à l'alinéa 1^{er}, il sollicite l'application de l'exonération visée au § 5, auprès de la CWaPE et de son fournisseur au moyen d'une déclaration sur l'honneur.

La CWaPE peut contrôler la véracité de ces déclarations sur l'honneur. Toute déclaration sciemment inexacte ou incomplète peut faire l'objet des sanctions visées à l'article 52.

§ 8. Pour les années 2014 et suivantes, les gestionnaires de réseau de distribution, les fournisseurs et les détenteurs d'accès calculent et communiquent à la CWaPE au plus tard le dernier jour ouvrable de chaque mois, les informations suivantes relatives au mois qui précède :

1° la somme que représente l'ensemble des exonérations dues, conformément au § 5;

2° la somme des montants à facturer pour le second terme de la surcharge, conformément au § 5, alinéa 3.

Dans le mois de la réception de ces informations, et après en avoir vérifié la conformité, la CWaPE transmet aux intervenants visés au § 6 les montants définitifs dus aux clients finals concernés. Ces montants résultent du solde entre le remboursement des exonérations et la couverture des coûts induits par l'obligation de service public visée à l'article 34, 4^e, e).

Le gestionnaire de réseau de transport local paie les montants visés à l'alinéa 2, aux personnes visées au § 6, dans le mois qui suit la réception de l'information transmise par la CWaPE et ce uniquement dans la mesure où ces montants sont couverts, soit par les excédents de la surcharge résultant notamment d'une application du mécanisme de mise en réserve organisé par l'article 42, soit par une hausse de la surcharge dédiée à l'exonération et autorisée par la CREG. Dans l'hypothèse où ces montants ne sont pas intégralement couverts, les paiements sont prioritairement effectués en ce qu'ils se rapportent aux consommations considérées dans l'ordre chronologique, de mois en mois.

Les intervenants visés au § 6 répercutent aux bénéficiaires des exonérations les montants versés par le gestionnaire du réseau de transport local conformément à l'alinéa 3, dans le mois de leur réception.

§ 9. Chaque année, pour le 31 mars au plus tard, le gestionnaire du réseau de transport local communique à la CWaPE un rapport relatif aux exonérations partielles de la surcharge qui ont été accordées. Sur cette base, la CWaPE communique un rapport de synthèse relatif aux exonérations partielles de la surcharge « certificats verts » qui ont été accordées, dans le mois de la réception du rapport du gestionnaire du réseau de transport local, au ministre. Le ministre transmet au plus tard dans les deux jours de sa réception, le rapport de synthèse au Gouvernement. ».

Art. 6. Le présent décret produit ses effets le 1^{er} janvier 2014.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 12 décembre 2014.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre des Travaux publics, de la Santé, de l'Action sociale et du Patrimoine,
M. PREVOT

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,
J.-C. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,
P. FURLAN

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports, des Aéroports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

La Ministre de l'Emploi et de la Formation,
Mme E. TILLIEUX

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
C. LACROIX

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité, du Tourisme
et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région,
R. COLLIN

—
Note

(1) Session 2014-2015.

Documents du Parlement wallon, 58 (2014-2015) N^{os} 1 à 4.

Compte rendu intégral, séance plénière du 11 décembre 2014.

Discussion.

Vote.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2014/27276]

12. DEZEMBER 2014 — Dekret zur Abänderung des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts zwecks Regelung der externen Finanzierung der grünen Zertifikate über einen Vermittler (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1 - In Artikel 2 des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts werden Nummer 59° und Nummer 60°, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013, durch Folgendes ersetzt:

59° "NACE-Code": Code im Sinne der Statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft;

60° "primärer NACE-Code": NACE-Code im Sinne dieses Dekrets, der sich auf die Haupttätigkeit der betroffenen Person unabhängig von ihrer Rechtsform bezieht."

Art. 2 - In Artikel 34, Ziffer 4° desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° Buchstabe *d*), abgeändert durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"*d*) Verpflichtungen der Betreiber eines lokalen Übertragungsnetzes: Förderung der Erzeugung von grünem Strom in Form einer Verpflichtung zum Kauf grüner Zertifikate zu einem von der Regierung festgesetzten Preis;";

2° Buchstaben *e*) und *f*), eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013, werden durch Folgendes ersetzt:

e) Verpflichtungen der Betreiber eines lokalen Übertragungsnetzes: Deckung, gemäß den Modalitäten nach Artikel 42, § 9, der finanziellen Lasten und der damit verbundenen Verwaltungskosten, die beim Zurücklegen von grünen Zertifikaten als Reserve in Anwendung von Artikel 42 entstanden sind, und Teilnahme an der tatsächlichen Bewirtschaftung der zurückgelegten grünen Zertifikate auf Anfrage der mit dem in Artikel 42, § 1 genannten Auftrag betrauten Personen und unter Einhaltung der Bedingungen in Artikel 42;

f) Verpflichtungen der Betreiber eines lokalen Übertragungsnetzes: Deckung der Kosten für den Rückkauf der grünen Zertifikate, deren Verkauf auf dem Markt für grüne Zertifikate den nach Artikel 42, § 1 beauftragten Personen nicht gelungen ist, um sie aus der von der CWaPE geführten Datenbank zu löschen."

Art. 3 - In Artikel 40 desselben Dekrets werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Absatz 1 wird die durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013 eingefügte Wortfolge "in seinem Namen und für seine Rechnung, sowie im Namen und für die Rechnung der im Rahmen der durch Artikel 42 organisierten Rückstellung bezeichneten Personen" gestrichen;

2° Absatz 2 desselben Artikels, zuletzt geändert durch Dekret vom 11. Dezember 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Die in Anwendung dieser Kaufverpflichtung vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes erworbenen grünen Zertifikate werden entweder aus der von der CWaPE geführten Datenbank entfernt oder entsprechend Artikel 42 als Reserve zurückgelegt. In letzterem Fall sind die weitere Erfüllung des gemäß Artikel 42, § 3 abgeschlossenen Vertrags und der Eintritt in die aus diesem Vertrag hervorgehenden Rechte und Pflichten eine gemeinwirtschaftliche Verpflichtung, der die im Einklang mit Artikel 4 als Betreiber des Übertragungsnetzes benannte Person, dem die gemeinwirtschaftliche Verpflichtung nach Absatz 1 auferlegt wird, jederzeit nachzukommen hat."

Art. 4 - Artikel 42 desselben Dekrets, wieder aufgenommen durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013, wird durch Folgendes ersetzt:

"Art. 42 – § 1. Im Rahmen der ihm kraft Artikel 34, Ziffer 4°, Buchstabe *d*) und kraft Artikel 40 obliegenden gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung kann der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes eine oder mehrere entsprechend § 3, Absatz 1 zugelassenen Personen mit einem oder mehreren Aufträgen über den Erwerb von grünen Zertifikaten zu dem von der Regierung festgelegten Preis im Hinblick auf die Kaufverpflichtung nach Artikel 40, Absatz 1 und über das Zurücklegen der erworbenen grünen Zertifikate als Reserve (Stilllegung) betrauen. Dieser Erwerb zwecks Stilllegung bezieht sich ausschließlich auf die grünen Zertifikate, die nach dem 1. Januar 2014 vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Erfüllung seiner gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung im Sinne von Artikel 34, Ziffer 4°, Buchstabe *d*) und von Artikel 40 gekauft und noch nicht von der CWaPE aus der Datenbank entfernt worden sind.

§ 2. Vierteljährlich veranschlagt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes die voraussichtlichen Mengen der von den Grünstromerzeugern stammenden grünen Zertifikate für die nächsten sechs Monate und unterrichtet die Regierung, die CWaPE und die CREG darüber unter Angabe des voraussichtlichen Volumens der grünen Zertifikate, die im Laufe dieses Semesters von den Personen zu erwerben sind, die den Auftrag nach § 1 erhalten haben.

Am Ende jedes Quartals teilt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der CWaPE und der CREG die tatsächlich in seiner Bilanz ausgewiesene Nettoposition des in Artikel 42*bis*, § 1 genannten Tarifaufschlags mit. Diese Position ergibt sich aus der Differenz zwischen den als Einnahmen verbuchten Beträgen einerseits, die infolge der Anwendung des Tarifaufschlags nach Artikel 42*bis*, § 1 erzielt wurden, und den Ausgaben infolge des Ankaufs der in § 1, Absatz 2 genannten grünen Zertifikate einschließlich der Lasten nach § 9 andererseits.

Auf dieser Grundlage schlägt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der CWaPE das Volumen der bei ihm von den Personen, die mit dem Auftrag gemäß § 1 betraut sind, zu erwerbenden grünen Zertifikate vor, das zu einer Abmilderung der Auswirkungen der in § 1 genannten grünen Zertifikate auf den Tarifaufschlag nach Artikel 42bis § 1 führen könnte, und informiert die Personen darüber, denen der Auftrag gemäß § 1 erteilt wurde.

An jedem Monatsabschluss bestätigt die CWaPE die Anzahl der grünen Zertifikate, die ausgehend von dem Vorschlag des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes und von dem Volumen der noch nicht aus der Datenbank der CWaPE gelöschten grünen Zertifikate in seinem Besitz als Reserve zurückgelegt werden können. Die CWaPE verständigt den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und die nach § 1 beauftragten Personen darüber.

Die Personen, die den in § 1 genannten Auftrag erhalten haben und mit denen gemäß § 3 ein Vertrag abgeschlossen wurde, sind im Sinne dieses Vertrags und unter Einhaltung seiner Bedingungen, in seinem Rahmen und im Rahmen der in § 3 genannten Zulassung verpflichtet, die von der CWaPE bestätigte und vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes angebotene Anzahl grüner Zertifikate zu kaufen und als Reserve zurückzulegen.

§ 3. Den Auftrag nach § 1 darf der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes nur einer juristischen Person geben, die von der Regierung zu diesem Zweck zugelassen worden ist. Um zugelassen zu werden, muss diese Person vollständig im Eigentum und unter der Kontrolle juristischer Personen des öffentlichen Rechts stehen und einen Gesellschaftszweck haben, der mit dem Auftrag vereinbar ist.

Zur Ausführung dieses Auftrags kauft die juristische Person dem Betreiber des Übertragungsnetzes die grünen Zertifikate ab.

Die besagte juristische Person bevollmächtigt den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, der diese Vollmacht im Rahmen seiner gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung auszuüben hat,

- zur Eintragung der grünen Zertifikate in die bei der CWaPE eröffneten Konten der juristischen Person;
- zu der in § 7 vorgesehenen Berichterstattung;
- ggf. zu ihrem Weiterverkauf auf dem Markt für grüne Zertifikate im Einklang mit § 6, Ziffer 1°.

Zwischen jeder Person, die mit dem Auftrag gemäß § 1 betraut ist, und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes wird ein Vertrag abgeschlossen, der vorab der Regierung, der CWaPE und der CREG mitzuteilen ist.

§ 4. Die Dauer einer Stilllegung als Reserve beträgt höchstens zehn Jahre. Für jede Gruppe von grünen Zertifikaten, die gleichzeitig als Reserve zurückgelegt werden, wird das einheitliche Datum der Stilllegung von der CWaPE bestimmt und in ihrer Datenbank gespeichert. Dieses Datum gilt als Zeitpunkt der Eigentumsübertragung für jedes grüne Zertifikat der betroffenen Gruppe.

Die Gültigkeitsdauer eines grünen Zertifikats, das Gegenstand einer Stilllegung ist, wird automatisch und von Rechts wegen um die gesamte Dauer dieser Stilllegung verlängert.

§ 5. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes führt im Namen und für Rechnung der Personen, denen der in § 1 genannte Auftrag erteilt worden ist, ein Sonderregister der Anfragen und der Volumina, damit ein Überblick über sämtliche als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate geboten wird.

Die im Sinne von § 1 beauftragten Personen eröffnen jeweils mindestens ein Konto bei der CWaPE, auf das die als Reserve zurückgelegten Zertifikate übertragen werden. Diese grünen Zertifikate verbleiben während der Gesamtdauer der Stilllegung auf diesen Konten. Die als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate dürfen nur zu Gunsten der Gläubiger der Personen, die den Auftrag nach § 1 erhalten haben, verpfändet werden, um die Rückzahlung der von diesen Personen für den Erwerb grüner Zertifikate aufgenommenen Darlehen und der dafür angefallenen Zinsen und Kosten sicherzustellen.

Jede mit dem in § 1 genannten Auftrag betraute Person führt eine getrennte analytische Buchhaltung in Bezug auf diesen Auftrag.

Vierteljährlich übermitteln jede gemäß § 1 beauftragte Person und der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der CWaPE einen Bericht über den Stand der analytischen Buchhaltung bezüglich dieses Auftrags. Sofort nach Erhalt bearbeitet die CWaPE die ihr übermittelten Buchführungsdaten. Ihrerseits übersendet die CWaPE dem Minister innerhalb eines Monats nach Eingang der Buchführungsdaten einen zusammenfassenden Bericht. Spätestens zwei Tage nach Empfang leitet der Minister diesen zusammenfassenden Bericht an die Regierung weiter.

§ 6. Ab dem 1. Januar 2016 werden die entsprechend § 1 bis § 4 als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate unter Einhaltung folgender Bestimmungen zum Verkauf angeboten:

1° Unter der Voraussetzung, dass der Marktpreis ihrem Kaufpreis bzw. dem Preis, den die Regierung für die Kaufpflicht nach Artikel 40 Absatz 1 zum Zeitpunkt ihres Erwerbs festgesetzt hat, zumindest gleich ist, werden die grünen Zertifikate, die Gegenstand der Stilllegung sind, nach halbjährlich in Absprache mit der CWaPE festgelegten Modalitäten und unter Beachtung des in § 3 Absatz 3 genannten Vertrags unmittelbar auf dem Markt für grüne Zertifikate verkauft;

2° Während zwölf Monaten vor Ende ihres Stilllegungszeitraums werden die grünen Zertifikate, die nicht in Anwendung von Ziffer 1° auf dem Markt verkauft werden konnten, als gemeinwirtschaftliche Verpflichtung vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zu demselben Kaufpreis wie für die gemäß § 1 beauftragten Personen gekauft, der dem Preis entspricht, den die Regierung für die in Artikel 40 Absatz 1 genannte Kaufpflicht zum Zeitpunkt ihres Erwerbs festgesetzt hat. Jedenfalls deckt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes im Einklang mit Artikel 34 Ziffer 4° Buchstabe j) die Kosten dieses Rückkaufs. Wenn aber die Mittel, über die der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes infolge des in Artikel 42bis § 1 genannten Tarifaufschlags verfügt, nicht ausreichen, um zusätzlich zum Erwerb grüner Zertifikate bei den Erzeugern gemäß der ihm kraft Artikel 34 Ziffer 4° Buchstabe d) und Artikel 40 auferlegten gemeinwirtschaftlichen Verpflichtung den Erwerb der als Reserve zurückgelegten grünen Zertifikate zu decken, kann er vorbehaltlich einer neuen Vertragsschließung mit einer kraft § 3 zugelassenen juristischen Person bis zum Höchstbetrag des Anschaffungswerts der grünen Zertifikate, für die sich der Tarifaufschlag als unzureichend erwiesen hat, eine neue Stilllegung von grünen Zertifikaten im Einklang mit diesem Artikel vornehmen.

§ 7. Während der Gesamtdauer der Stilllegung findet folgendes Verfahren Anwendung:

1° An jedem Quartalsende übermitteln die Personen, die den in § 1 genannten Auftrag erhalten haben, der CWaPE und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes ein nach Gültigkeitsdauer sortiertes Verzeichnis der in ihrem Besitz befindlichen grünen Zertifikate;

2° Halbjährlich bieten die Personen, die den in § 1 genannten Auftrag erhalten haben, in Absprache mit der CWaPE und unter Einhaltung der in § 6 Ziffer 1° festgelegten Bedingungen die in ihrem Besitz befindlichen grünen Zertifikate auf dem Markt zum Verkauf;

3° Zwei Jahre vor Ablauf des Stilllegungszeitraums sowie ein Jahr vor diesem Zeitpunkt unterrichtet jede Person, die den in § 1 genannten Auftrag erhalten hat, die Regierung, die CWaPE, die CREG und den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes über das Volumen der grünen Zertifikate in ihrem Besitz;

4° Im Laufe der zwölf Monate vor Ablauf des Stilllegungszeitraums werden die grünen Zertifikate, die die gemäß § 1 beauftragten Person noch in Besitz haben, letztlich vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes als gemeinwirtschaftliche Verpflichtung unter Einhaltung der Bedingungen gemäß § 6 Ziffer 2° und nach den Modalitäten gekauft, die im Vertrag nach § 3 festgelegt sind;

5° Die kraft § 6 Ziffer 2° vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes nach ihrer Stilllegung rückgekauften grünen Zertifikate werden von der CWaPE aus der Datenbank entfernt, außer im Falle einer neuen Stilllegung gemäß § 6 Ziffer 2°.

§ 8. Der Verkauf von grünen Zertifikaten, die Gegenstand der in § 6 genannten, in Absprache mit der CWaPE oder ggf. infolge einer Verwertung der Sicherheiten, die die als Reserve zurückgelegten Zertifikate belasten, vorgenommenen Stilllegung sind, darf unter keinen Umständen einen Missbrauch des Markts für grüne Zertifikate im Sinne der geltenden europäischen Vorschriften zur Folge haben.

§ 9. Die finanziellen und administrativen Lasten, die sich aus der Durchführung der in § 1 genannten Aufgabe ergeben, gehen zu Lasten der Personen, die auf die Teilbefreiungen nach Artikel 42*bis* Anspruch haben, dies im Verhältnis zu den freigestellten Energiemengen. Am Ende des Zeitraums, im Laufe dessen die in Artikel 42*bis*, § 5 erwähnte Teilbefreiung des ersten Parameters des Tarifaufschlags gültig ist, werden die finanziellen und administrativen Lasten, die sich aus der Durchführung der in § 1 genannten Aufgabe ergeben, auf die gleiche Weise wie der erste Parameter des Tarifaufschlags gemäß Artikel 42*bis*, § 2 berechnet.

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes überweist den Personen, die mit der in § 1 genannten Aufgabe beauftragt wurden, quartalsweise die in Absatz 1 genannten Beträge, die dem vorangehenden Quartal entsprechen.

Wenn am 31. Dezember eines jeden Jahres von den mit der in § 1 genannten Aufgabe beauftragten Personen Mehrwerte, die sich aus dem Verkauf auf dem Markt der zurückgestellten grünen Zertifikate ergeben, und Gewinne, die sich aus der Anlage des Ertrags dieser Verkäufe ergeben, erreicht werden, widmen der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes und die in § 3, Abs. 1 genannten Personen diese Mehrwerte der Deckung des ersten Parameters des in Artikel 42*bis*, § 1 genannten Tarifaufschlags.

§ 10. Die Einhaltung vorliegenden Artikels erfüllt die Verpflichtungen des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes gegenüber den Erzeugern und Endverbrauchern.“

Art. 5 - Artikel 42*bis* desselben Dekrets, eingefügt durch das Dekret vom 11. Dezember 2013 zur zweiten Anpassung des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplanes der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr 2013, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 42*bis* - § 1. Die gesamten Kosten, die sich aus den Verpflichtungen öffentlichen Dienstes ergeben, die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes in Übereinstimmung mit Artikel 34, 4°, *d)*, *e)* und *f)*, und Artikel 40 getragen werden, werden durch einen Tarifaufschlag gedeckt, der von den Endverbrauchern, die an ein Spannungsniveau unter oder gleich 70 kV angeschlossen sind, für jede kWh, das sie für ihre eigene Nutzung vom Netz entnehmen, geschuldet wird.

Dieser Tarifaufschlag enthält einen ersten Parameter, der zur Deckung der Kosten in Zusammenhang mit den in Artikel 34, 4°, *d)* und *f)* genannten Verpflichtungen öffentlichen Dienstes bestimmt ist, und einen zweiten Parameter, der zur Deckung der Kosten in Zusammenhang mit der in Artikel 34, 4°, *e)* genannten Verpflichtung öffentlichen Dienstes bestimmt ist.

§ 2. Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes stellt den ersten Parameter des Tarifaufschlags nach § 1 den Zugangsinhabern und den Betreibern von Verteilernetzen in Rechnung.

Wenn die Zugangsinhaber und die Betreiber von Verteilernetzen die vom Netz entnommenen kWh nicht selber verbrauchen, können sie diesen Tarifaufschlag ihren eigenen Kunden in Rechnung stellen, dies bis dieser Tarifaufschlag letztendlich den Endverbrauchern dieser kWh in Rechnung gestellt wird.

§ 3. Unbeschadet von § 5 wird der erste Parameter des Tarifaufschlags auf jede kWh Nettoenergie angewandt, die von den Endverbrauchern vom lokalen Übertragungsnetz oder vom Verteilernetz je Zugangsstelle oder Verbundschaltstelle entnommen wird, einschließlich in den Vorschussrechnungen, dies im Verhältnis zu der veranschlagten jährlichen Stromentnahme, wobei dieser Betrag in der Ausgleichsrechnung ausgeglichen wird.

§ 4. Bei der Inrechnungstellung des ersten Parameters des in § 1 genannten Tarifaufschlags an ihre Kunden berücksichtigen die Betreiber von Verteilernetzen die eventuellen Korrekturen, die an dem Betrag dieses Tarifaufschlags wegen der Verlusten ihres Netzes vorzunehmen sind, im Hinblick auf das von diesen Netzbetreibern zu verfolgende Ziel der finanziellen Neutralität.

§ 5. Für die Jahre 2014 bis 2022 wird den folgenden Endverbrauchern eine Teilbefreiung des ersten Parameters des in § 1 genannten Tarifaufschlags gewährt:

a) 85 Prozent für die Endverbraucher, die eine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, unabhängig von ihrem Verbrauch;

b) 50 Prozent für die Endverbraucher, die an ein Spannungsniveau höher als die Niederspannung angeschlossen sind, die keine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, und die eine Aktivität im Bereich des Pflanzenbaus oder der tierischen Erzeugung nach dem NACE-Code ausüben (01 - ohne Unterscheidung zwischen Haupt- und Nebentätigkeiten);

c) 50 Prozent für die Endverbraucher, die keine Branchenvereinbarung abgeschlossen haben, die an ein Spannungsniveau höher als die Niederspannung angeschlossen sind, und deren jährlicher Verbrauch mehr als 1 GWh beträgt, unter der Voraussetzung, dass sie Aktivitäten nach den folgenden primären NACE-Coden ausüben:

- 1° Verarbeitungsunternehmen (10 bis 33);
- 2° Unterrichtswesen (85);
- 3° Krankenhäuser (86);
- 4° sozial- / medizinischer Bereich (87-88).

Die Anwendung der Teilbefreiung nach Absatz 1 und der Prozentsatz der Teilbefreiungen sind Gegenstand eines Gutachtens durch die CWaPE, das der Regierung zum 1. Juli 2015, 1. Juli 2018 und 1. Juli 2020 übermittelt wird.

Während des Zeitraums, im Laufe dessen die Teilbefreiung des ersten Parameters des in Absatz 1 genannten Tarifaufschlags gültig ist, werden die administrativen und Finanzierungskosten der in Artikel 42 genannten Rückstellung durch den zweiten Parameter des Tarifaufschlags gedeckt, der von den Operatoren angewandt wird, die die Endverbraucher berechnen, die die in Abschnitt 1 genannte Teilbefreiung in Anspruch nehmen, dies im Verhältnis zu der freigestellten Energiemenge.

Am Ende des Zeitraums, im Laufe dessen die Teilbefreiung des ersten Parameters des in Absatz 1 genannten Tarifaufschlags gültig ist, werden die administrativen und Finanzierungskosten der in Artikel 42 genannten Rückstellung auf die gleiche Weise wie der erste Parameter des in § 1 genannten Tarifaufschlags berechnet.

Nach Begutachtung durch die CWaPE kann die Regierung die Liste der Anspruchsberechtigten der Teilbefreiung des ersten Parameters des Tarifaufschlags auf bestimmte spezifische Sektoren mit wirtschaftlichen Schwierigkeiten erweitern, die an die Niederspannung angeschlossen sind, und dies unabhängig von ihrem Verbrauch. Die Teilbefreiung vom ersten Parameter des Tarifaufschlags für diese Sektoren darf 50 Prozent nicht übersteigen. Erlasse, die zu diesem Zweck verabschiedet wurden, gelten als wirkungslos, wenn sie nicht binnen zwölf Monaten nach ihrem Inkrafttreten durch ein Dekret bestätigt worden sind.

§ 6. Die in § 5 vorgesehene Teilbefreiung wird nach den in § 8 organisierten Modalitäten wie folgt auf die Endverbraucher angewandt, die sie beanspruchen können:

1° durch den Stromversorger, als Prozentsatz des Tarifaufschlags, so wie er ihnen von den Betreibern von Verteilernetzen anschließend an die in § 4 vorgesehene Neuberechnung in Rechnung gestellt wird, für die an das Verteilernetz angeschlossenen Endverbraucher;

2° durch den Zugangsinhaber, als Prozentsatz des Tarifaufschlags, für die an das lokale Übertragungsnetz angeschlossenen Endverbraucher;

3° durch den Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, als Prozentsatz des Tarifaufschlags, in dem Falle, wo der Endverbraucher sein eigener Zugangsinhaber ist.

§ 7. Die CWaPE erstellt eine Referenzliste der Endverbraucher, die auf die Teilbefreiung des Tarifaufschlags in Anwendung von § 5 Anspruch haben, auf deren Grundlage diese Befreiung durch die verschiedenen Operatoren gemäß § 6 gewährt wird. Diese Liste wird zum ersten Mal während des Monats nach dem ersten Kauf von grünen Zertifikaten durch die Personen erstellt, die mit der in Artikel 42, § 1 genannten Aufgabe beauftragt wurden; wenn dies nicht der Fall ist, wird sie innerhalb eines Monats nach einem Beschluss der CREG erstellt, durch den eine Erhöhung des Tarifaufschlags genehmigt wird, um so die Deckung der in §§5 vorgesehenen Teilbefreiung zu ermöglichen. Diese Liste wird quartalsweise aktualisiert. Die CWaPE übermittelt die auf diese Weise aufgestellte und aktualisierte Liste den Stromversorgern, den Zugangsinhabern und dem Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes, und veröffentlicht sie auf ihrer Homepage zehn Tage nachdem sie erstellt bzw. aktualisiert wurde. Für ein gegebenes Jahr eröffnet die ehrenwörtliche Erklärung ein Recht auf die Teilbefreiung nur unter der Voraussetzung, dass sie binnen zwei Jahren ab dem abgelaufenen Jahre bei der CWaPE und dem Stromversorger der Person, die die Befreiung beantragt, eingereicht worden ist.

Wenn ein Endverbraucher, der nicht in der in Abs. 1 genannten Liste genannt wird, der Meinung ist, dass er auf die Teilbefreiung des Tarifaufschlags Anspruch haben dürfte, beantragt er die Anwendung der in § 5 genannten Befreiung bei der CWaPE und seinem Stromversorger anhand einer ehrenwörtlichen Erklärung.

Die CWaPE kann die Richtigkeit dieser ehrenwörtlichen Erklärungen. Jede wissentlich falsche oder unvollständige Erklärung kann Gegenstand der in Artikel 52 genannten Strafmaßnahmen sein.

§ 8. Für das Jahr 2014 und die folgenden Jahre berechnen die Betreiber der Verteilernetze, die Stromversorger und die Zugangsinhaber die folgenden Angaben über den vorangehenden Monat und übermitteln sie der CWaPE spätestens am letzten Werktag eines jeden Monats:

- 1° die Summe, die die Gesamtheit der geschuldeten Befreiungen darstellt, in Übereinstimmung mit § 5;
- 2° die Summe der Beträge, die für den zweiten Parameter des Tarifaufschlags gemäß § 5, Abs. 3 in Rechnung zu stellen sind;

Innerhalb des Monats nach dem Eingang dieser Angaben und nachdem sie deren Konformität geprüft hat, übermittelt die CWaPE den in § 6 genannten Beteiligten die endgültigen, den betreffenden Endverbrauchern geschuldeten Beträge. Diese Beträge ergeben sich aus dem Restbetrag aus der Rückzahlung der Befreiungen und der Deckung der Kosten aus der Verpflichtung öffentlichen Dienstes nach Artikel 34, 4°, e).

Der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes zahlt die in Abs. 2 genannten Beträge den in § 6 genannten Personen innerhalb des Monats, der auf den Eingang der von der CWaPE übermittelten Angaben folgt, dies nur unter der Voraussetzung, dass diese Beträge entweder durch die Überschüsse des Tarifaufschlags, die sich aus einer Anwendung des Mechanismus der Rückstellung nach Artikel 42 ergeben, oder durch eine Erhöhung des Tarifaufschlags, die der Befreiung zugeteilt ist und durch die CREG erlaubt wird, gedeckt sind. Falls diese Beträge nicht ganz gedeckt sind, erfolgen die Zahlungen in einer Vorrangreihenfolge, die sich aus den in chronologischer Abfolge, von Monat zu Monat, betrachteten Verbrauchsmengen ergibt.

Die in § 6 genannten Personen zahlen die vom Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes gemäß Abs. 3 überwiesenen Beträge innerhalb des Monats, der auf ihren Empfang folgt, weiter an die Personen, die auf die Befreiungen Anspruch haben.

§ 9. Jedes Jahr, spätestens zum 31. März, übermittelt der Betreiber des lokalen Übertragungsnetzes der CWaPE einen Bericht über die Teilbefreiungen des Tarifaufschlags, die gewährt worden sind. Auf dieser Grundlage übermittelt die CWaPE dem Minister innerhalb des Monats, der auf den Eingang des Berichts des Betreibers des lokalen Übertragungsnetzes folgt, einen zusammenfassenden Bericht über die Teilbefreiungen des Tarifaufschlags "grüne Zertifikate", die gewährt worden sind. Der Minister übermittelt diesen zusammenfassenden Bericht der Regierung binnen zwei Tagen, nachdem er ihn erhalten hat. ».

Art. 6. Das vorliegende Dekret wird am 1. Januar 2014 wirksam.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 12. Dezember 2014

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Gesundheit, soziale Maßnahmen und Kulturerbe

M. PREVOT

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie

P. FURLAN

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, Flughäfen und Tierschutz

C. DI ANTONIO

Die Ministerin für Beschäftigung und Ausbildung

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Haushalt, den öffentlichen Dienst und die administrative Vereinfachung

C. LACROIX

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus und Sportinfrastrukturen, und Vertreter bei der Großregion

R. COLLIN

—
Fußnote

(1) Sitzung 2014-2015.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 58 (2014-2015) Nr. 1 bis 4

Ausführliches Sitzungsprotokoll, Plenarsitzung vom 11. Dezember 2014.

Diskussion.

Abstimmung.

—
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2014/27276]

12 DECEMBER 2014. — Decreet tot wijziging van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt met het oog op de organisatie van de externe financiering van de groene certificaten via een bemiddelaar (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt worden de punten 59° en 60°, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013, vervangen als volgt:

59° "NACE Code": code in de zin van de Statistische nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap;

60° "Primaire NACE-Code": NACE-Code in de zin van dit decreet die betrekking heeft op de hoofdactiviteit van de betrokken persoon, ongeacht zijn rechtsvorm. ».

Art. 2. In artikel 34, punt 4°, van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° punt *d*), gewijzigd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013, wordt vervangen als volgt: "

d) voor de beheerder van het plaatselijk transmissienet, steun verlenen aan de productie van milieuvriendelijke elektriciteit, onder de vorm van een aankoopverplichting van groene certificaten tegen een prijs die de Regering vastlegt;";

2° de punten *e*) en *f*), ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013, worden vervangen als volgt: "

e) voor de beheerder van het lokale transmissienet, de financiële lasten dekken, alsook de eraan verbonden kosten, die voortvloeien uit de toepassing van artikel 42 met het oog op het in reserve plaatsen van groene certificaten, volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 42, § 9, en op vraag van de personen belast met de opdracht bedoeld in artikel 42, § 1, handelen in het effectief beheer van de groene certificaten die in reserve worden geplaatst, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 42;

f) voor de beheerder van het lokale transmissienet, de inkoopkosten van de groene certificaten dekken die de personen belast met de opdracht bedoeld in artikel 42, § 1, niet zouden kunnen verkopen op de markt van de groene certificaten, met het oog op de schrapping ervan uit de gegevensbank die door de "CWaPE" wordt bijgehouden. ».

Art. 3. In artikel 40 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid vervallen de woorden "in eigen naam en voor eigen rekening, alsook namens en voor rekening van de personen aangewezen in het kader van het in reserve plaatsen georganiseerd bij artikel 42", ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013;

2° het tweede lid van hetzelfde artikel, voor het laatst gewijzigd bij het decreet van 11 december 2013, wordt vervangen als volgt:

"De groene certificaten aangekocht door de beheerder van het lokale transmissienet in uitvoering van deze verplichting tot aankoop worden, hetzij geschrapt uit de gegevensbank die door de "CWaPE" wordt bijgehouden, hetzij in reserve geplaatst overeenkomstig artikel 42. Als de groene certificaten in reserve worden geplaatst, zijn de voortzetting van de uitvoering van de overeenkomst gesloten krachtens artikel 42, § 3, en de overname van de rechten en verplichtingen die voortvloeien uit deze overeenkomst, een openbare dienstverplichting die steeds wordt waargenomen door de persoon aangewezen overeenkomstig artikel 4 als beheerder van het lokale transmissienet belast met de openbare dienstverplichting bedoeld in het eerste lid".

Art. 4. Artikel 42 van hetzelfde decreet, opnieuw ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. 42. § 1. In het kader van de openbare dienstverplichting die hem is opgelegd krachtens de artikelen 34, 4°, d), en 40, kan de beheerder van het lokale transmissienet één of verschillende opdrachten toewijzen aan één of verschillende personen erkend overeenkomstig § 3, eerste lid, die betrekking hebben op de aankoop van groene certificaten, tegen een prijs die de Regering vastlegt voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, en op het in reserve plaatsen van de aldus aangekochte groene certificaten. Deze aankoop met het oog op het in reserve plaatsen, heeft uitsluitend betrekking op de groene certificaten aangekocht door de beheerder van het lokale transmissienet sinds 1 januari 2014 ter uitvoering van zijn openbare dienstverplichting bedoeld in de artikelen 34, 4°, d) en 40, en die nog niet door de "CWaPE" uit de gegevensbank zijn geschrapt.

§ 2. De beheerder van het lokale transmissienet stelt elk kwartaal een indicatieve raming over zes maanden vast van de hoeveelheid groene certificaten van de producenten van groene elektriciteit, en deelt ze mee aan de Regering, aan de "CWaPE" en aan de "CREG", met, in voorkomend geval, vermelding van de indicatieve hoeveelheid van de aan te kopen groene certificaten tijdens bedoeld semester door de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1.

Na afsluiting van elk kwartaal, brengt de beheerder van het lokale transmissienet de "CWaPE" en de "CREG" op de hoogte van de nauwkeurige toestand van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1, zoals geregistreerd op zijn balans. Deze toestand is het resultaat van het verschil tussen, enerzijds, de bedragen geboekt in de opbrengsten uit de toepassing van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1 en, anderzijds, de uitgaven in verband met de aankoop van de groene certificaten bedoeld in § 1, tweede lid, met inbegrip van de lasten bedoeld in § 9.

Op basis hiervan legt de beheerder van het lokale transmissienet aan de CWaPE het aantal groene certificaten voor, die bij hem door de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 moeten worden gekocht, en waarmee de impact van de groene certificaten bedoeld in § 1, op de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1, wordt verzacht, en brengt de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 op de hoogte daarvan.

Na afsluiting van elke maand keurt de "CWaPE", op basis van het voorstel van de beheerder van het lokale transmissienet en van het volume groene certificaten in zijn bezit die door de "CWaPE" nog niet uit de gegevensbank zijn geschrapt, het aantal groene certificaten goed die in aanmerking kunnen komen om in een reserve te kunnen worden geplaatst. De "CWaPE" brengt de beheerder van het lokale transmissienet en de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 op de hoogte daarvan.

De personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 en met wie een overeenkomst is gesloten overeenkomstig § 3, hebben, volgens de bepalingen en de voorwaarden van deze overeenkomst, en binnen de perken van deze overeenkomst en de erkenning bedoeld in § 3, de verplichting om het aantal groene certificaten die aldus door de "CWaPE" worden bekrachtigd en door de beheerder van het lokale transmissienet worden aangeboden, aan te kopen en in reserve te plaatsen.

§ 3. De opdracht bedoeld in § 1 kan door de beheerder van het lokale transmissienet uitsluitend aan een rechtspersoon worden toevertrouwd die daartoe door de Waalse Regering wordt erkend. Om erkend te worden moet deze persoon volledig in het bezit zijn en gecontroleerd worden door publiekrechtelijke rechtspersonen en een maatschappelijk doel hebben dat verenigbaar is met bedoelde opdracht.

Voor de uitvoering van deze opdracht koopt de rechtspersoon de groene certificaten van de beheerder van het lokale transmissienet.

Bedoelde rechtspersoon geeft mandaat aan de beheerder van het lokale transmissienet, die zijn mandaat uitoefent in het kader van zijn openbare dienstverplichting, om over te gaan tot:

- de inschrijving van de groene certificaten op de rekeningen die door bedoelde rechtspersoon bij de "CWaPE" worden geopend;
- de uitvoering van de reporting bedoeld in § 7;
- in voorkomend geval, hun herverkoop op de markt van de groene certificaten overeenkomstig § 6, 1°.

Er wordt een overeenkomst opgesteld tussen elke persoon die de opdracht bedoeld in § 1 heeft gekregen en de beheerder van het lokale transmissienet, die voorafgaandelijk ter kennis van de Regering, de "CWaPE" en de "CREG" zal worden gesteld.

§ 4. Het in reserve plaatsen duurt hoogstens tien jaar. Voor elk geheel van groene certificaten die gelijktijdig in reserve wordt geplaatst, wordt de enige datum van het in reserve plaatsen bepaald door de "CWaPE" en opgenomen in zijn gegevensbank. Deze datum geldt als datum van eigendomsoverdracht voor elk groen certificaat van het betrokken geheel.

De geldigheidsduur van de groene certificaten die het voorwerp uitmaken van het in reserve plaatsen, wordt automatisch en van rechtswege verlengd voor de hele duur van het in reserve plaatsen.

§ 5. De beheerder van het lokale transmissienet houdt, namens en voor rekening van de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1, een specifiek register van de aanvragen en volumes om een overzicht te hebben op de groene certificaten die in reserve worden geplaatst.

De personen belast met de opdracht bedoeld in § 1, openen respectievelijk minstens één rekening bij de "CWaPE", waarop de gekochte groene certificaten die het voorwerp van het in reserve plaatsen uitmaken, worden overgedragen. De bedoelde groene certificaten blijven op deze rekening tijdens de hele duur van het in reserve plaatsen. De groene certificaten die het voorwerp van het in reserve plaatsen uitmaken, kunnen alleen maar ten bate van de schuldeisers die belast zijn met de opdracht bedoeld in § 1 worden verpand om de terugbetaling van de fondsen geleend door deze personen om de groene certificaten aan te kopen, te waarborgen, alsook van de desbetreffende interesten en kosten.

Elke persoon belast met de opdracht bedoeld in § 1, houdt een analytische en gescheiden boekhouding bij in verband met deze opdracht.

Elke persoon belast met de opdracht bedoeld in § 1, alsook de beheerder van het lokale transmissienet, legt elk kwartaal een verslag aan de "CWaPE" voor, betreffende de staat van zijn analytische en gescheiden boekhouding in verband met bedoelde opdracht. Na ontvangst ervan, behandelt de "CWaPE" de voorgelegde boekhoudkundige gegevens. De "CWaPE" deelt, op haar beurt, binnen een maand na ontvangst van de boekhoudkundige gegevens, een syntheseverslag aan de Minister mee. De Minister maakt het syntheseverslag over aan de Regering uiterlijk twee dagen na ontvangst ervan.

§ 6. Vanaf 1 januari 2016 worden de groene certificaten, die in reserve worden geplaatst overeenkomstig de §§ 1 tot 4, volgens de volgende modaliteiten verkocht:

1° op voorwaarde dat de marktprijs gelijk is aan hun aankoopprijs, die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, op het ogenblik van hun aankoop, worden de groene certificaten, die het voorwerp uitmaken van het in reserve plaatsen, rechtstreeks verkocht op de markt van de groene certificaten volgens de modaliteiten die in overeenstemming met de CWaPE om de zes maanden worden vastgesteld en met inachtneming van de overeenkomst bedoeld in § 3, derde lid;

2° als tijdens de twaalf maanden vóór de vervaldatum van hun periode van in reserve plaatsen, de groene certificaten die op de markt niet zijn verkocht, overeenkomstig punt 1°, door de beheerder van het lokale transmissienet zijn gekocht als openbare dienstverplichting, tegen hun prijs van aankoop door de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 die overeenstemt met de door de Regering bepaalde prijs voor de aankoopverplichting bedoeld in artikel 40, eerste lid, op het ogenblik van hun aankoop. De beheerder van het lokale transmissienet moet in ieder geval deze inkoopkosten dekken overeenkomstig artikel 34, 4°, f). Als de middelen waarover de beheerder van het lokale transmissienet beschikt krachtens de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1, echter onvoldoende zijn om de aankoop van de groene certificaten die in reserve worden geplaatst, te dekken (naast de aankoop van groene certificaten bij producenten overeenkomstig de openbare dienstverplichting die hem is opgelegd krachtens de artikelen 34, 4°, d), en 40), kan hij, voor zover een nieuwe overeenkomst met een krachtens § 3 erkende rechtspersoon wordt afgesloten, opnieuw groene certificaten in reserve plaatsen, overeenkomstig dit artikel, ten belope van de waarde van aankoop van de groene certificaten waarvoor de toeslag onvoldoende bleek.

§ 7. Tijdens de hele duur van het in reserve plaatsen, is de volgende procedure van toepassing:

1° na afsluiting van elk kwartaal, delen de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 de inventaris van de groene certificaten die zij bezitten aan de "CWaPE" en aan de beheerder van het lokale transmissienet mee, gerangschikt per geldigheidsdatum;

2° om de zes maanden verkopen de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 na overleg met de "CWaPE", de groene certificaten die ze bezitten onder de voorwaarden bepaald in § 6, 1°;

3° twee jaar vóór het verstrijken van het in reserve plaatsen alsook één jaar vóór die datum, brengen de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1 de Regering, de "CWaPE", de "CREG" en de beheerde van het lokale transmissienet op de hoogte van het aantal groene certificaten in zijn bezit;

4° in de loop van de twaalf maanden voorafgaand aan het verstrijken van het in reserve plaatsen, worden de groene certificaten, die steeds in het bezit zijn van de persoon belast met de opdracht bedoeld in § 1, uiteindelijk gekocht door de beheerder van het lokale transmissienet, als openbare dienstverplichting, met inachtneming van de voorwaarden bepaald in § 6, 2°, en onder de modaliteiten bepaald in de overeenkomst bedoeld in § 3;

5° de groene certificaten, ingekocht door de beheerder van het lokale transmissienet na het in reserve plaatsen ervan, krachtens § 6, 2°, worden afgeschafte uit de gegevensbank door de "CWaPE", behalve als ze opnieuw in reserve worden geplaatst overeenkomstig § 6, 2°.

§ 8. De verkoop van de groene certificaten die in reserve geplaatst zijn zoals bedoeld in paragraaf 6 en in overleg met de "CWaPE", of ten gevolge van een eventuele tegeldemaking van de zekerheden die de in reserve geplaatste certificaten bezwaren, mag in geen geval aanleiding geven tot een misbruik van de markt van de groene certificaten in de zin van de toepasselijke Europese regelgeving.

§ 9. De financiële en administratieve lasten die uit de uitvoering van de opdracht bedoeld in § 1 voortvloeien, worden aangerekend ten laste van de begunstigten van de gedeeltelijke vrijstellingen overeenkomstig artikel 42bis, naar rato van de belastingvrije hoeveelheden energie. Na de periode van toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste term van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 5, worden de financiële en administratieve lasten die uit de uitvoering van de opdracht bedoeld in § 1 voortvloeien, aangerekend zoals de eerste term van de toeslag overeenkomstig artikel 42bis, § 2.

De beheerder van het lokale transmissienet stort elk kwartaal aan de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1, de bedragen bedoeld in het eerste lid, die overeenstemmen met het voorafgaande kwartaal.

Als, op 31 december van elk jaar, meerwaarden op de verkoop van groene certificaten, die in reserve worden geplaatst, en winsten, die uit de plaatsing van de opbrengst uit deze verkopen voortkomen, worden gerealiseerd in hoofde van de personen belast met de opdracht bedoeld in § 1, dan worden deze meerwaarden besteed door de beheerder van het lokale transmissienet en door de personen bedoeld in § 3, eerste lid, voor de dekking van de eerste term van de toeslag bedoeld in artikel 42bis, § 1.

§ 10. De naleving van dit artikel geldt als uitvoering van de verplichtingen van de beheerder van het lokale transmissienet ten opzichte van de producenten en de eindafnemers. ».

Art. 5. Artikel 42bis van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 11 december 2013 houdende de tweede aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar 2013, wordt vervangen als volgt:

"Art. 42bis, § 1 Het geheel van de door de beheerder van het lokale transmissienet gedragen kosten in verband met de openbare dienstverplichtingen, overeenkomstig de artikelen 34, 4°, d), e) en f) en 40, worden gedekt door een toeslag, verschuldigd door de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau van 70 kV of minder, op elk kWh die ze voor eigen gebruik van het net afnemen.

Deze toeslag omvat een eerste term bestemd voor de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichtingen bedoeld in artikel 34, 4°, d) en f), en een tweede term bestemd voor de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, e).

§ 2. De beheerder van het lokale transmissienet factureert de eerste term van de toeslag bedoeld in § 1 aan de toegangsgerechtigden en aan de beheerders van een distributienet.

Ingeval de toegangsgerechtigden en de distributienetbeheerders niet zelf de van het net afgenomen kWh verbruiken, kunnen zij deze toeslag factureren aan hun eigen afnemers tot wanneer deze toeslag uiteindelijk gefactureerd wordt aan de eindafnemers van deze kWh.

§ 3. Onverminderd § 5, wordt de eerste term van de toeslag toegepast op elk kWh netto energie afgenomen van het lokale transmissienet of van het distributienet door de eindafnemers per toegangspunt of per koppelpunt, inbegrepen bij de voorschotfacturen, proportioneel met de geschatte jaarlijkse afname en geregulariseerd met de afrekeningfactuur.

§ 4. Bij de facturatie van de eerste term van de toeslag bedoeld in § 1, aan hun klanten, houden de distributienetbeheerders rekening met de eventuele correcties aan het bedrag van deze toeslag, rekening houdend met het verliespercentage in de distributienetten, en dit met het oog op de financiële neutraliteit voor deze netbeheerders.

§ 5. Voor de jaren 2014 tot 2022, wordt een gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag bedoeld in paragraaf 1 toegekend aan de volgende eindafnemers:

a) 85 percent voor de eindafnemers onder een sectorovereenkomst, ongeacht hun energieverbruik;

b) 50 percent voor de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau hoger dan laagspanning die geen sectorovereenkomst gesloten hebben en die een onder de NACE-code (teelt en dierlijke productie) vallende activiteit uitoefenen (01 - zonder onderscheid tussen hoofd- en bijkomende activiteiten);

c) 50 percent voor de eindafnemers aangesloten op een spanningsniveau hoger dan laagspanning die geen sectorovereenkomst gesloten hebben en waarvan het jaarlijkse verbruik groter is dan 1 GWu, voor zover ze onder de volgende primaire NACE-codes vallen:

1° de verwerkende ondernemingen (10 tot 33);

2° onderwijs (85);

3° ziekenhuizen (86);

4° medisch-sociaal (87-88).

De toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in het eerste lid en het niveau van de percentages van de vrijstellingen zijn het voorwerp van een advies van de « CWaPE » dat uiterlijk 1 juli 2015, 1 juli 2018 en 1 juli 2020 aan de Regering overgelegd moet worden.

Tijdens de periode van toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste term van de toeslag bedoeld in het eerste lid, worden de administratieve kosten en de kosten in verband met de financiering van het in reserve plaatsen bedoeld in artikel 42, gedekt door de tweede term van de toeslag en wordt toegepast door interveniënten die aan de eindafnemers, die in aanmerking komen voor de vrijstelling bedoeld in het eerste lid, factureren, naar rato van de belastingvrije hoeveelheid energie.

Na de periode van toepassing van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste term van de toeslag bedoeld in het eerste lid, worden de administratieve kosten en de kosten in verband met de financiering van het in reserve plaatsen bedoeld in artikel 42, gefactureerd zoals de eerste term van de toeslag bedoeld in § 1.

Na advies van de "CWAPE" kan de Regering de lijst van de begunstigden van de gedeeltelijke vrijstelling van de eerste term van de toeslag uitbreiden tot bepaalde specifieke sectoren met economische problemen die op laagspanning aangesloten zijn, ongeacht hun verbruiksniveau. De gedeeltelijke vrijstelling van de eerste termijn van de toeslag mag voor die sectoren niet meer dan 50 percent bedragen. Elk besluit genomen met dat doel wordt geacht nooit gevolg te hebben gehad als het binnen twaalf maanden na de inwerkingtreding ervan niet bij een decreet is bekrachtigd.

§ 6. De gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in § 5 wordt als volgt toegepast op de eindafnemers die er in aanmerking voor kunnen komen, volgens de modaliteiten geregeld in § 8:

1° door de leverancier, in percentages van de toeslag zoals gefactureerd door de beheerders van een distributienet als gevolg van de herberekening bedoeld in § 4, voor de eindafnemers aangesloten op het distributienet;

2° door de toegangsgerechtigde, in percentage van de toeslag, voor de eindafnemers aangesloten op het lokale transmissienet;

3° door de beheerder van het lokale transmissienet in percentages van de toeslag, als de eindafnemer de toegangsgerechtigde is.

§ 7. De "CWAPE" maakt een referentielijst op van de eindafnemers die in aanmerking komen voor de gedeeltelijke vrijstelling van de toeslag overeenkomstig § 5, op basis waarvan deze vrijstelling wordt toegekend door de verschillende interveniënten overeenkomstig § 6. Deze lijst wordt eerst opgemaakt binnen de maand na de eerste aankopen van groene certificaten door de personen belast met de opdracht bedoeld in artikel 42, § 1, of, bij gebreke daarvan, binnen de maand na een beslissing van de "CREG" waarbij een verhoging van de toeslag wordt toegelaten om de dekking van de gedeeltelijke vrijstelling bedoeld in § 5 mogelijk te maken. Deze lijst wordt driemaandelijks bijgewerkt. De zo opgemaakte en bijgewerkte lijst wordt overgemaakt door de "CWAPE" aan de leveranciers, aan de toegangsgerechtigden en aan de beheerder van het lokale transmissienet en wordt meegedeeld op haar website binnen tien dagen na de opmaking of de bijwerking ervan. Voor een gegeven jaar opent de verklaring op erewoord een recht op de gedeeltelijke vrijstelling voor zover ze binnen twee jaar, te rekenen vanaf het afgelopen jaar, wordt ingediend bij de "CWAPE" en bij de leverancier van de persoon die de vrijstelling aanvraagt.

Als een eindafnemer, die acht dat hij in aanmerking kan komen voor de gedeeltelijke vrijstelling van de toeslag, niet op de lijst van de "CWAPE" bedoeld in het eerste lid voorkomt, kan hij verzoeken om de toepassing van de vrijstelling bedoeld in § 5, bij de "CWAPE" en bij haar leverancier door middel van een verklaring op erewoord.

De "CWAPE" kan de waarachtigheid van deze verklaringen op erewoord controleren. Elke willens en wetens onjuiste of onvolledige verklaring kan het voorwerp uitmaken van de straffen bedoeld in artikel 52.

§ 8. Voor de jaren 2014 en volgende, berekenen en delen de beheerders van een distributienet, de leveranciers en de toegangsgerechtigden aan de "CWaPE" uiterlijk op de laatste werkdag van elke maand, de volgende informatie betreffende de voorafgaande maand mee:

1° het bedrag van alle verschuldigde vrijstellingen, overeenkomstig § 5;

2° de som van de bedragen die ze voor de tweede term van de toeslag hebben gefactureerd, overeenkomstig § 5, derde lid.

Binnen de maand na ontvangst van de informatie, en na verificatie van de overeenstemming, maakt de "CWaPE" aan de interveniënten bedoeld in § 6, de definitieve bedragen verschuldigd aan de eindafnemers over. Deze bedragen vloeien voort uit het saldo tussen de terugbetaling van de vrijstellingen en de dekking van de kosten in verband met de openbare dienstverplichting bedoeld in artikel 34, 4°, e).

De beheerder van het lokale transmissienet betaalt de bedragen bedoeld in het tweede lid, aan de personen bedoeld in § 6, binnen de maand na ontvangst van de door de "CWaPE" overgemaakte informatie en enkel voor zover deze bedragen gedekt zijn, hetzij door de overschotten van de toeslag die o.a. voortvloeien uit een toepassing van het mechanisme van in reserve plaatsen bedoeld in artikel 42, hetzij door een verhoging van de toeslag bestemd voor de vrijstelling en toegelaten door de "CREG". Indien deze bedragen niet volledig gedekt zijn, worden de betalingen prioritair uitgevoerd daar ze betrekking hebben op de beschouwde verbruiken in de chronologische volgorde, van maand tot maand.

De interveniënten bedoeld in § 6, wentelen bij de begunstigen van de vrijstellingen, de bedragen gestort door de beheerder van het lokale transmissienet overeenkomstig het derde lid, binnen de maand na hun ontvangst.

§ 9. Elk jaar, uiterlijk op 31 maart, deelt de beheerder van het lokale transmissienet aan de "CWaPE" een verslag mee betreffende de toegekende gedeeltelijke vrijstellingen van de toeslag. Op basis daarvan, maakt de "CWaPE" een syntheseverslag over aan de Minister betreffende de toegekende gedeeltelijke vrijstellingen van de toeslag "groene certificaten, binnen de maand van ontvangst van het verslag van de beheerder van het lokale transmissienet. De Minister maakt het syntheseverslag over aan de Regering uiterlijk twee dagen na ontvangst ervan. ».

Art. 6. Dit decreet heeft uitwerking op 1 januari 2014.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 12 december 2014.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Openbare Werken, Gezondheid, Sociale Actie en Erfgoed,
M. PREVOT

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,
J.-C. MARCOURT

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,
P. FURLAN

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit en Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,
Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,
C. LACROIX

De Minister van Landbouw, Natuur, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme en Sportinfrastructuur, afgevaardigde voor de Vertegenwoordiging bij de Grote Regio,
R. COLLIN

—
Nota

(1) Zitting 2014-2015.

Stukken van het Waals Parlement 58 (2014-2015) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare zitting van 11 december 2014.

Bespreking.

Stemming.

—
SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2014/27272]

18 DECEMBRE 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon dérogeant à l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2016

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 février 1882 sur la chasse, l'article 1^{er}ter, alinéa 2, inséré par le décret du 14 juillet 1994;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mai 2011 fixant les dates de l'ouverture, de la clôture et de la suspension de la chasse, du 1^{er} juillet 2011 au 30 juin 2016;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Chasse, donné le 5 décembre 2014;

Vu l'urgence;

Considérant que le Gouvernement wallon a adopté le 28 juin 2012 une stratégie de réduction des populations de grands gibiers, engageant notamment les chasseurs à faire des efforts importants au niveau des prélèvements de grands gibiers;